

1) Un Traité entre Paris et Rome, mais tout est suspendu aux élections présidentielles de janvier pour l'Italie et d'avril 2022 pour la France.

On loue beaucoup l'importance du Traité bilatéral qui vient d'être signé entre Paris et Rome, modèle, dit-on, à imiter avec d'autres pays, autre moyen de relancer l'Europe. On n'en connaît pas encore le texte, mais on peut craindre qu'il n'ait pas évoqué le problème de l'enseignement de l'italien en France – menacé par les réformes **Blanquer** comme la diminution des Langues 3 – et du français en Italie – menacé par la domination de l'anglais –. Les enseignants de « petites langues » ne constituent pas un électorat très important, et actuellement tout est suspendu au résultat des prochaines élections présidentielles de 2022 en Italie et en France ; comme écrit **Marc Lazar** (*Formiche*, 26/11/2021) : « *Si la droite devait gagner, en 2022 ou 2023, le Traité du Quirinal aurait une vie courte* ». Il est plus payant électoralement de se gagner quelques voix catholiques en parlant des bons rapports avec le **pape François**. Et puis, entre la Libye, les problèmes de Défense, l'immigration, l'Europe, etc., que de problèmes plus importants !

En novembre, la revue *Formiche* a rappelé avec nostalgie le grand travail politique réalisé par deux hommes, **Aldo Moro** (Dc) assassiné par la CIA et les Brigades Rouges, et **Enrico Berlinguer** (Secrétaire National du PCI) mort prématurément en 1984. Ils furent parmi les derniers grands hommes politiques de l'Italie.

Comment est élu le Président de la République italienne ?

Tout citoyen italien ayant 50 ans accomplis et jouissant de ses droits civils et politiques peut être élu président (Article 84 de la Constitution). Moins de règles et de limites qu'en France !

Le président est élu par un collège électoral composé des 630 députés et des 320 sénateurs, auxquels s'ajoutent 58 grands électeurs désignés par les 20 Régions, deux de la majorité un de l'opposition pour chaque région, et un seul pour la Vallée d'Aoste, soit 1008 électeurs (Article 85 de la Constitution). Les présidents de la Chambre et du Sénat ne participent pas au vote.

Le scrutin se déroule dans les locaux de la Chambre des députés à scrutin secret (Articles 35 et 49 de la Constitution). Pour les trois premiers votes, le quorum est des deux tiers du Parlement, soit 703 électeurs ; à partir du quatrième tour de scrutin, le quorum est fixé à la majorité absolue, soit 503 électeurs (Article 83 de la Constitution). Depuis le début (élection de 13 présidents, voir notre *dossier dans « Histoire de l'Italie de 1892 à 2013 »* et y ajouter la seconde présidence **Napolitano** et celle de **Sergio Mattarella**), seuls **Enrico De Nicola**, **Francesco Cossiga** et **Carlo Azeglio Ciampi** ont été élus au premier tour ; quatre autres ont été élus au 4e tour de scrutin, **Luigi Einaudi**, **Giovanni Gronchi**, **Giorgio Napolitano** en 2006 et **Sergio Mattarella** ; l'élection de **Napolitano 2** en 2013 a exigé 6 tours, celle d'**Antonio Segni** 9 tours de scrutin, celle de **Sandro Pertini** 16, de **Giuseppe Saragat** 21, et de **Giovanni Leone** 23.

L'Assemblée ne siège qu'une seule fois, même le jour de Noël (en 1964 et 1971) et ne se dissout pas tant que le Président n'est pas élu, on vote donc plusieurs jours avec des interruptions possibles pour consultations. Le Parlement est convoqué 30 jours avant la fin de mandat du Président. Celui de **Sergio Mattarella** s'achève le 3 février 2022, la convocation arrivera donc le 3 janvier, et on votera vers mi-janvier.

Comment se dérouleront les jeux politiques d'ici janvier ?



Le contexte politique de l'Italie est si fragile que le moindre déplacement risque de faire crouler tout le système. L'idée dominante a été longtemps que **Mario Draghi** serait le meilleur candidat possible ; mais est apparue aussi la proposition d'une candidature de **Silvio Berlusconi** soutenu par la droite, **Sergio Mattarella** ayant confirmé qu'il ne ferait pas un second mandat. Il a pourtant fait un



excellent premier mandat, donnant une grande dignité au Quirinal, sachant faire les choix opportuns comme celui de **Draghi** à la Présidence du Conseil, restant ferme dans sa mise à l'écart des néofascistes ou post-fascistes de **Giorgia Meloni**. Le compétent banquier **Draghi** a su redonner à l'Italie toute sa force au sein de l'Europe (avec une croissance de 6,3%, après avoir su sortir de l'urgence sanitaire et réactiver l'économie), et après le départ d'**Angela Merkel**, il peut être un des axes politiques d'une Europe forte, s'il reste au Palais Chigi, la Présidence du Conseil. Il est certain aussi que la venue de **Berlusconi** au Quirinal, appuyé par la droite et l'extrême-droite, apparaîtrait comme une désastreuse guignolade pour l'Italie, avec la perspective de nouvelles orgies (les *bunga bunga*) dans ce lieu historique, et l'assurance d'une totale incompétence politique et d'une terrible réaction sociale. Alors que faire ?

Envoyer **Draghi** au Quirinal aurait pour conséquence une crise gouvernementale (Quel président du Conseil ?) et probablement une dissolution du Parlement et de nouvelles élections. Il faut alors tenir

compte du referendum de septembre 2020 qui a réduit le nombre de parlementaires à 600 (400 députés et 200 sénateurs) : quelle majorité peut sortir des élections ? Quel gouvernement ? Ne serait-ce pas ouvrir la porte à l'alliance entre la droite et l'extrême-droite, et l'accès de **Giorgia Meloni** (*Fratelli d'Italia*) au Palais Chigi ?, ce qu'elle vise parallèlement (mais avec plus de chance ?) à Marine Le Pen en France (ci-contre l'image d'une de leurs rencontres) dont elle s'inspire peu à peu dans son attitude prudente vis-à-vis des anti-vax. Quelle serait la



position et l'avenir d'un PD divisé au lieu de s'unir derrière **Enrico Letta** (ci-dessous en face à face avec **Berlusconi**) ? Impossible de savoir, tant les divisions sont profondes à l'intérieur de tous les partis, de l'extrême-gauche à l'extrême-droite, et tant le monde politique est maintenant dépourvu de culture politique et de sens de ses responsabilités, en se laissant entraîner à un système de courtoiseries insupportables et à des piailllements de poulailler, sans être capable de penser les problèmes de fond (le chômage des jeunes, l'immigration, le fonctionnement des services publics, l'appauvrissement des classes les plus faibles, la désagrégation d'une grande partie du Sud, etc. etc.) ; il manifeste aussi une acceptation toujours plus grande de la domination capitaliste et de la remontée d'un fascisme. Et on annonce souvent la prochaine déroute du Mouvement 5 Étoiles (M5S).

Alors maintenir **Draghi** à Chigi jusqu'à la fin de la législature et convaincre **Mattarella** de faire (au moins en partie comme avait fait **Napolitano**) un second mandat ? Observons en sachant que ce sera sans doute pour l'Italie un moment crucial de

son histoire politique, du moins dans le cadre de sa politique néolibérale actuelle.



2) Quelques nouveautés économiques

a) Présence de l'Italie dans l'espace

On a peu parlé en France du lancement de la sonde italienne LiciaCube à bord de la mission de défense de la Nasa « Dart », pour développer des modèles de protection de la terre contre le danger éventuel d'une chute de météorites ; c'est un succès de l'aéronautique spatiale dont l'Italie est fière, elle montre son efficacité industrielle et l'expérience de sa communauté scientifique dans la coopération internationale. **Giorgio Saccoccia**, président de l'*Asi* (Agence Spatiale italienne) en a suivi le lancement avec **David Avino**, fondateur de l'agence *Argotec* qui a construit le missile, **Luca Parmitano**, astronaute de l'*Esa* (Agence spatiale européenne), **Licia Colò**, marraine de l'expérience et le dessinateur de BD **Leo Ortolani**, créateur du logo de la mission.

La sonde va parcourir onze millions de kilomètres avant d'atteindre son objectif vers le 2 octobre 2022, grande comme une boîte à chaussure, emplie d'une technologie avancée, ce sera la première fois qu'un objet entièrement italien va aussi loin dans l'espace, « *c'est un petit morceau de notre âme qui part dans l'espace* », a dit un responsable, un progrès par rapport aux missiles qui détruisent les astéroïdes

dangereux : cette mission va simplement étudier les moyens de dévier le cours des astéroïdes qui ne sont pas détruits par leur contact avec l'atmosphère et donc pour éviter la catastrophe qui a anéanti autrefois les dinosaures. Cette sonde permettra de mettre au point des prévisions qui éviteront les impacts dangereux. Quand elle sera arrivée dans une dizaine de mois, elle devra devenir autonome parce qu'elle aurait un retard de communication trop important de 30 à 40 secondes avec la terre, elle enverra alors les photographies nécessaires à l'étude de l'astéroïde *Dimorphos*.

STARNUTIRE NEL GOMITO E
SCOREGGIARE NEL GINOCCHIO!

Leo Ortolani (1967-) est un grand auteur de BD (« fumettista ») qui vit à Parme avec sa femme Caterina et ses filles adoptives Johanna et Lucy Maria (il utilise souvent leurs noms dans ses BD). Sa licence en Sciences géologiques lui inspire parfois ses dessins. Il crée le personnage de *Rat-Man* en 1990. Il est un de ceux qui sont les plus demandés par les revues de BD, où il dessine sur sa vie militaire, sur Parme, sur ses héros préférés (l'acteur **Stallone**...) ; il participe à la foire internationale de *Lucca Comics*. À l'occasion de la pandémie de Covid, il publie en 2020 sur les journaux de Parme une planche quotidienne à partir du 4 mai, date à laquelle l'Italie devient « zone rouge », donnant naissance au volume intitulé *Tutto andrà bene* publié par Feltrinelli Comics, où il se moque gentiment des mesures prises par le Président du Conseil. Voyez sa biographie sur [Wikipedia italiano](#).



b- Draghi et l'IA

Un des projets de Mario Draghi est d'améliorer la situation de l'Italie dans le domaine de l'Intelligence Artificielle (IA). L'Italie est encore plus en retard dans ce domaine que la France, d'où sa satisfaction pour la sonde spatiale qu'elle vient d'envoyer ; comme **Macron**, selon les demandes de l'Union Européenne, **Draghi** se propose de travailler sur ce point. Mais un plan était prêt depuis 2018, élaboré par les services de **Luigi Di Maio**, et rien n'a été fait depuis par les trois gouvernements successifs. Il y a à faire, en particulier pour l'amélioration de la recherche scientifique.

Éternuer dans son coude et péter dans son genou ! Avec toutes les boîtes de haricots que j'ai achetées au début de la pandémie, c'est un geste normal !

3) L'indigne condamnation de l'ancien maire de Riace

Nous vous avons parlé du beau travail d'intégration de plusieurs centaines d'immigrés dans sa petite commune de Riace (dans la province de Reggio Calabria) à laquelle il avait redonné vie, alors qu'elle était mourante. Or **Domenico Lucano** (photographie à droite) vient d'être condamné à 13 ans de prison ferme pour « association de malfaiteurs visant à aider et encourager l'immigration clandestine, d'escroquerie, de détournement de fonds et d'abus de fonction », et à 750.000 euros d'amende, condamnation qui est le double de celle réclamée par le parquet. C'est parfaitement indigne et révélateur de la peur des institutions vis-à-vis de toute politique d'immigration autre que la répression.

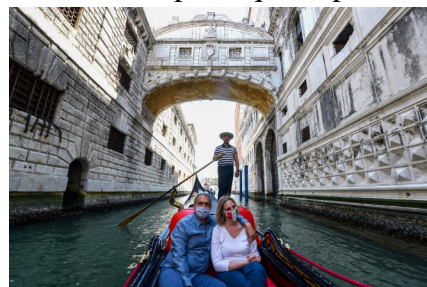


L'action de **Lucano** en avait fait une des références européennes d'une autre politique, soutenue par de nombreuses personnalités politiques et scientifiques comme **Angela Merkel**, ou le maire de Palerme, **Leo Luca Orlando**. C'est quand **Matteo Salvini**, l'homme de la haine des étrangers, était Ministre de l'Intérieur en 2018 que **Lucano** avait été arrêté et inculpé. Cette règle établie à Riace de « l'accueil par le bas » était devenue la base d'un autre modèle de développement, permettant la réouverture d'une école primaire, la reprise de la collecte des ordures et la vie générale (tissage à la main, pression de l'huile d'olive...) de ce petit village de 1800 habitants abandonné à la Camorra par l'État italien. Il avait poussé en 2018 en France à la création de *l'Association nationale des villes et territoires accueillants* (ANVITA, voir sur Internet). Nous devons lutter contre cette condamnation de la politique humaniste et réaliste qui permettrait de répondre à la question des migrations autrement que par les naufrages et les exclusions policières insupportables même à beaucoup de policiers.

Michel Agier, anthropologue et Directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (Ehess) dirige des études et des actions sur ce problème.

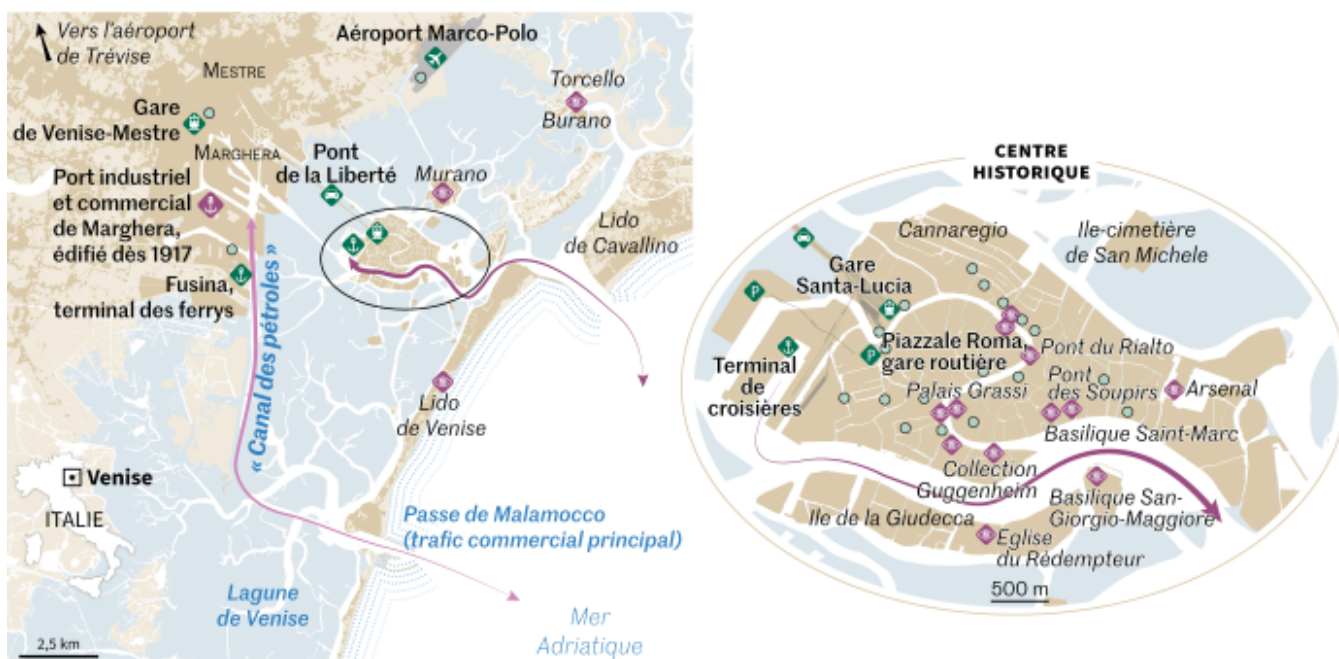
4) Que faire de Venise ?

Il y a longtemps que les Vénitiens se posent la question de la surabondance de touristes ; une année, il avait même été proposé de faire passer un petit examen historique aux visiteurs pour qu'ils puissent comprendre et visiter la ville avec plus d'intelligence, et ne pas en faire des badauds irrespectueux jetant tous leurs déchets dans les canaux. Le Maire berlusconien, **Luigi Brugnaro**, réélu en 2020, propose maintenant d'instaurer des portiques d'entrée qui permettraient une validation d'un droit d'entrée de 3 à 10 euros par jour, à partir d'avril 2022. Mais on peut douter de sa réalisation alors que depuis une cinquantaine d'années le problème est posé et que l'on n'a à peu près rien fait, aucune stratégie touristique réelle n'ayant jamais été adoptée, dans une situation politique de corruption et de grenouillages électoraux. On sait de plus que le tourisme international actuel pollue et rapporte peu à la ville, par exemple les voyageurs des grands paquebots de croisière qui entrent encore dans le Canal de la Giudecca et déversent leurs clients pour une seule journée sur la Riva degli Schiavoni.



En 1951, le centre historique comptait encore 175.000 habitants et accueillait 500.000 touristes ; en 1987, les habitants se réduisaient à 83.000 et les visiteurs étaient passés à 6 millions ; aujourd'hui il n'y a plus que 50.000 habitants pour 30 millions de visiteurs. « *Bientôt, ce sera Pompéi ou Las Vegas, s'alarme Tommaso Bortoluzzi*, conseiller municipal sous l'étiquette Parti démocrate (centre gauche). *Les enfants ont disparu des places. Les gens veulent des services et des commerces pour eux. Si vous ne leur donnez que des touristes, ils s'en vont. Ils ont quitté Venise et ils sont en train de quitter Mestre* [localité de Venise située sur la terre ferme], *car le tourisme de masse n'y a apporté que des emplois de mauvaise qualité* ».

Venise, une ville emblématique du « surtourisme »



Une géographie insulaire qui pourrait faciliter un système de « péage »

LE POIDS DU TOURISME DE MASSE

- ◆ Principaux lieux touristiques
- Parcours actuellement emprunté par les *grandi navi*, paquebots de croisière géants, interdit en juillet 2021
- Parcours envisagé pour les paquebots de croisière, en 2022
- ◆ Port industriel pressenti pour accueillir les paquebots

DES POINTS D'ACCÈS FACILEMENT IDENTIFIABLES ET SURVEILLÉS

- ◆ Route à quatre voies, seul accès terrestre, doublée d'un pont ferroviaire
- ◆ Aéroport
- ◆ Gare ferroviaire
- ◆ Port de passagers
- ◆ Parking (voitures, autocars, camping-cars)
- Principales caméras de surveillance reliées au système de contrôle « Smart Control Room »

(Carte reprise du Monde du 15/11/2021)

Et **Clément Guillou** qui consacre à Venise un long dossier dans *Le Monde* du 15 novembre 2021 fait cette remarque : « Venise avait tout pour incarner les ravages du surtourisme. La taille de l'île, la dimension des rues, la complexité de l'organisation de la vie dans la lagune rendent les problèmes plus visibles. Le centre historique n'est pas extensible, tandis que les capacités d'hébergement, sur la terre ferme, le sont à l'infini. Les moyens d'accès également : voiture, train, avion, bateaux de tailles diverses. Cette situation géographique pourrait aussi se révéler un atout, car les points d'entrée – aéroports, gares ferroviaires, routières et maritimes, parkings, pontons... – sont clairement identifiés. Le système que promet M. Brugnaro ne semble pas inapplicable, si tant est qu'il franchisse les probables recours juridiques ». Mais la ville ne risque-t-elle pas de devenir un simple musée à ciel ouvert ?

Dans la suite de son article, le journaliste écrit encore : « La mairie défend la création d'un terminal unique sur la terre ferme pour les vaporetti, les bus et les cars – avec un parking pour les particuliers –, la construction d'une passerelle supplémentaire vers le centre historique, ainsi que l'ouverture d'une liaison maritime entre le continent et l'île de Burano. Les grands hôtels de chaîne, à qui la mairie a ouvert les bras, ont poussé comme des champignons à Mestre ces dernières années, et des projets touristiques existent ailleurs dans la lagune, à Chioggia, à Murano et surtout au Lido, île tout en longueur, réputée pour ses plages, où le Club Med envisage de transformer un ancien hôpital en village de vacances. Dans l'ancien gazomètre du centre historique seront construits des appartements de luxe, qui feront assurément office de résidences secondaires louées à des touristes l'essentiel de l'année.

« Mettre des portiques tout en acceptant la construction d'hôtels et en faisant la promotion de Venise à l'étranger, c'est comme ouvrir le robinet en amont et mettre une barrière en aval », résume **Giacomo-Maria Salerno**, chercheur en urbanisme à l'université Sapienza de Rome et militant d'une association pour le droit au logement à Venise.

« Comment vivre ensemble ? » Dans la *Sérénissime*, la question semble avoir été tranchée, constate **M. Salerno** : plutôt que de rester dans les appartements familiaux, les Vénitiens les ont commercialisés sur Airbnb. « Durant la pandémie, toutes les fenêtres de la ville étaient fermées. L'absence de touristes a surtout révélé l'absence d'habitants ».

5) Une récente interview de Roberto Saviano sur sa rage contre les infamies de la politique

Huffpost du 13 novembre 2020 avait publié un long texte d'une interview de **Alessandro De Angelis** à **Roberto Saviano** après la publication de son dernier roman, *Gridalo* (Bompiani, novembre 2020, 21,36 euros). Le texte n'existe qu'en italien, mais il est si percutant que nous le publions en ajoutant quelques notes aux noms propres.

« La mia rabbia contro le infamie della politica ».

Intervista a Roberto Saviano

« Il peso del disprezzo paternalistico con cui sono stati trattati i cittadini non verrà mai cancellato »

By Alessandro De Angelis (*Huffpost* 13/11/2020)

Roberto Saviano, partiamo proprio dal titolo del tuo ultimo libro, *Gridalo*, un elogio di chi resiste a voce alta. Voglio chiederti proprio questo : in Italia urlano tutti, ma il dissenso chi lo grida ?

A voce alta, hai detto bene, ma senza fare ammuina. Urlare per fare ammuina non serve a nulla, ed è quello che invece sistematicamente accade. In *Gridalo* parlo di chi non sbraita, ma fa, agisce. E l'azione si fa grido, spesso solitario, spesso disperato. Ci sono vicende che crediamo di conoscere e che invece sono entrate o entrano nelle nostre vite come meteore; è su queste vicende che invito a riflettere. Da **Ipazia** uccisa dai fondamentalisti, allo speaker radiofonico che, con il gossip e con metafore sessuali, infiamma gli animi e spinge alla carneficina... esempio lampante del potere dei media.

Ipazia = Hypathie (vers 355-415) fut une grande savante et philosophe grecque néoplatonicienne qui enseignait l'astronomie et la philosophie à l'école d'Alexandrie en Égypte, après la reconnaissance du christianisme comme religion

d'État par l'empereur Théodose en 380. Savante de renom, sa tolérance fit qu'elle eut de nombreux chrétiens comme élèves, dont un futur évêque ; elle enseignait aussi en parcourant les rues d'Alexandrie. Peut-être à cause de la jalousie de **Cyrille**, évêque d'Alexandrie, elle fut arrêtée par des moines fondamentalistes chrétiens, dénudée dans une église, horriblement torturée et assassinée (**Cyrille** a été néanmoins déclaré saint et docteur de l'Église par les orthodoxes et les catholiques, encore sujet d'un éloge de **Benoît XVI** en 2007). Hypathie est encore étudiée aujourd'hui, une rue de Paris a reçu son nom.

Sintetizzo, il grido di chi prova a cambiare le cose.

Esattamente, le grida di chi ha materialmente provato a cambiare il mondo in cui viviamo. Quello che volevo dimostrare è che chi prova a cambiare non fallisce, ci riesce, ma ha la vita distrutta.

L'ammuina (= en napolitain, le bruit, la confusion, le désordre – J.G.) è l'opposto del conflitto, quello salutare nelle democrazie.

Io quello, il conflitto sano, non lo vedo. Vedi anche tu il prevalere di un elemento di conformismo, il non disturbare il manovratore, nulla che faccia scandalo, dal commissario alla sanità in Calabria al responsabile di *Innovapuglia* che mostra un amuleto anti-Covid?



Ma lo scandalo c'è ed è evidente... C'è da chiedersi se non ci siamo piuttosto assuefatti allo scandalo.

Certo la fase che stiamo vivendo è eccezionale, quindi la tentazione di stigmatizzare ogni critica a chi la sta gestendo è molto forte: c'è qualcuno che addirittura ha tirato fuori l'accusa di disfattismo. Purtroppo chi si sforza di ragionare con la propria testa finisce per essere schiacciato tra i cortigiani del governo e gli sciacalli dell'opposizione.

Si dice, c'è Salvini.

Questo governo è nato per paura di **Salvini**, poi ha trovato il suo *ubi consistam* (= où je me trouve) nell'emergenza. Dunque, si dice, non si può criticare se non si fa la parte di chi vuole un salto nel buio. Basta la paura del salto nel buio a governare il paese ?

Matteo Salvini (1973-), dit « *Il Capitano* », militant de la *Ligue du Nord* d'**Umberto Bossi** depuis 1990, après des tentatives d'études où il n'obtient aucun diplôme, devient Secrétaire de la Ligue du Nord (*Lega Nord*) en 2013, et en 2017, il la transforme en Ligue (*Lega*) ; il obtient son meilleur score électoral en 2018 avec 17,4% et devient Ministre de l'Intérieur du Gouvernement **Conte** en centrant son action sur la lutte contre l'immigration et la haine de l'étranger. Malgré de nombreux succès électoraux, il ne réussit pas à obtenir les « pleins pouvoirs » ; il abandonne son sécessionnisme par rapport à l'Europe, transforme la Lega en « *Ligue pour Salvini Premier Ministre* » et rentre finalement dans le gouvernement **Draghi** en février 2021. Il est l'objet de deux procès pour non-assistance à personnes en danger et pour avoir pratiqué l'antisémitisme contre l'entrepreneur juif **Carlo De Benedetti**.

E prima di Salvini c'era Berlusconi... andando avanti così si finirà sempre per credere di star proponendo come alternativa il meno peggio per arginare un pericolo maggiore.

Non ho visto il Pd portare avanti politiche illuminate, perché la contrapposizione ai **Salvini** e ai **Berlusconi** deve avvenire nei fatti, non solo presentandosi come alternativa.



Sur **Berlusconi**, voir notre dossier « *Histoire d'Italie – De 1992 à nos jours* ».

Salvini, l'homme de la haine des étrangers ... et de **Saviano**.

Un aggettivo per definire il Pd.

Pavido. Sempre ostaggio di qualcuno, che sia **Berlusconi**, **Salvini** o i voti di **De Luca**.

Vincenzo De Luca (1949-), membre du Parti Démocrate (PD), Président de la Région de Campanie depuis 2015, malgré six procès qui ont risqué de le déclarer inéligible.

Tu sei uno che Salvini e il salvinismo lo ha combattuto e lo combatte.

Si può dire che, in questa fase storica, il problema è più grande di **Salvini** ? Il collasso del paese per assenza di visione, perché questo è il punto: una drammatica rincorsa degli eventi, senza un discorso di verità. Condividi?

Ma il problema è sempre stato più grande di Salvini.

Ciò che di **Salvini** ho combattuto e combatterò sono i suoi post razzisti e sponsorizzati. Questa è la chiave per capire **Salvini**: scrive che gli immigrati sono delinquenti e mette soldi sui social perché questo suo pensiero raggiunga più persone, perché le convinca. È ovvio che il problema non è **Salvini** in sé, ma sono le reazioni che le sue parole generano. Da quando, chissà se anche per quei famosi 49 milioni di euro, ha iniziato una campagna elettorale perenne e costosa, fatta di violentissimo razzismo, la vita degli immigrati in Italia è peggiorata.

Qui veniamo al problema delle radici della rabbia, perché il tema è sempre tutto lì. Per combattere la destra ne devi prosciugare le ragioni.

Sull'altra parte politica invece sembra pendere ormai da decenni la condanna all'assenza di visione, alla miopia delle classi dirigenti, all'incompetenza nella migliore delle ipotesi, alla malafede nella peggiore.



Roberto Saviano

Come sta impattando l'emergenza sul comportamento delle classi dirigenti? Vedi più responsabilità, più riflesso d'ordine o più populismo? Parlo in generale, di maggioranza e di opposizione.

Non si può far finta che questi tempi siano normali, quindi è evidente che avere all'opposizione degli sciacalli aumenta il rischio in maniera esponenziale. Ma il problema degli sciacalli non riguarda solo le opposizioni. Se si pensa al teatrino vergognoso imbastito nelle ultime settimane da De Magistris e De Luca, viene da pensare che se entrambi si ritirassero a vita privata per la Campania sarebbe un buon inizio. È incredibile che quanto più in alto si sale, più potere si amministra, più la dignità viene meno: è proprio un rapporto inversamente proporzionale.

Poi ci arriviamo, alla Campania.

Vorrei rimanere ancora sulla logica della mancanza di alternative. Non pensi che proprio la logica del salto nel buio sia pericolosa? Le mafie, in questo paese, facevano quello che volevano proprio perché non c'era alternativa.

Le mafie in questo paese fanno ancora ciò che vogliono perché manca lo Stato.

Manca lo Stato o il degrado della politica è un elemento che avvantaggia le mafie che si fanno Stato?

Le azioni di polizia e i processi sono solo una parte del contrasto, manca la prevenzione, mancano leggi, manca protezione, manca un dibattito politico sul tema che sia costante e serio.

Le mafie sparano e uccidono ? Due giorni di indignazione. Stop. E stop, perché guai che si pensi che siamo il paese delle mafie. Eppure le mafie ci sono e traggono profitto da tutto, anche dalla pandemia. Ma si fanno notare in piazza accanto a chi legittimamente grida il proprio dissenso. E allora diventa difficile capire con cosa abbiamo a che fare... sì perché le mafie portano pacchi spesa e fanno in modo che i cravattari, gli strozzini, gli usurai abbassino gli interessi per andare incontro a chi non ha più uno stipendio, alle famiglie ridotte alla fame, ma poi sono loro a dissanguare intere regioni, dove i diritti puoi solo comprarli, anche il diritto alla salute.

Pensi che dietro questa storia dei dati sui contagi ci sia solo negligenza e inefficienza o sospetti che sia qualche "manina", diciamo così opaca ?

In molte Regioni le organizzazioni criminali gestiscono larga parte sia la sanità pubblica che quella privata senza che le forze politiche abbiano mai pensato di scardinare quelle dinamiche, più spesso sono

state complici disinvolute, come dimostrano le numerose inchieste e le altrettanto numerose condanne. Altre volte si è deciso di attaccare i segmenti più folkloristici, come la gestione criminale dei parcheggi di alcuni ospedali totalmente gestiti dalla camorra. Peccato che oltre quello non si vada.

Ti piace l'idea di Gino Strada come commissario alla Sanità in Calabria ?

Io spero che nessuno pensi di tirarlo per la giacchetta e soprattutto che non lo faccia il presidente del Consiglio, solo per cancellare mediaticamente l'onta dell'errore nella nomina di **Cotticelli**. **Conte** è esperto a smarcarsi, e questo lo abbiamo capito. Ma **Gino Strada** in Calabria correrebbe gli stessi rischi che correva **Dalla Chiesa** in Sicilia negli anni '80 e purtroppo sappiamo bene come è andata a finire. Questo deve essere chiaro. Soprattutto a **Giuseppe Conte**, che purtroppo su questo versante mi pare essere uno dei meno attrezzati dell'intero Governo.

Gino Strada (1948-13 août 2021) fut un grand chirurgien humanitaire (Voir notre précédent *Questions sur l'Italie N° 8*). **Saverio Cotticelli** était commissaire à la santé de Calabre, il a été démissionné par Giuseppe Conte pour son incompétence (par exemple il ne savait pas qu'il devait s'occuper du Covid !). Le général de carabinieri **Carlo Alberto Dalla Chiesa** avait été nommé Préfet de Palerme chargé de lutter contre la mafia le 6 avril 1982 ; pas soutenu ni protégé par le gouvernement, il est assassiné avec son épouse le 3 septembre de la même année ; plusieurs responsables de la mafia furent ensuite condamnés, mais trop tard.

Covid e mafie. Tu hai detto che, in questa situazione, le mafie stanno conquistando potere perché "comprano", approfittando della crisi di liquidità delle imprese. Un'analisi non dissimile da quella del capo della Polizia Franco Gabrielli e del procuratore nazionale antimafia Cafiero De Raho. Che cosa dovrebbe fare il Governo che non ha fatto ?

Dare soldi a pioggia, individuare i settori più esposti e finanziarli, ma subito, non in ritardo, non a singhiozzo. Pianificare investimenti a lungo termine nel sistema sanitario e nella ricerca scientifica: l'Europa in questa fase non censura la possibilità di spendere, anzi, incoraggia i paesi a farlo. Ma è evidente che è la qualità della spesa pubblica a fare la differenza, quindi non ci si può lamentare dell'Europa se l'unico obiettivo, di brevissimo termine, è distribuire soldi per "acquistare" voti.

Facile dire così. I soldi non sono infiniti.

E se i soldi non dovessero bastare che si faccia una patrimoniale. La situazione attuale dimostra che i Paesi che hanno ancora un welfare state (e tra questi, con le criminali differenze tra i territori, ci siamo anche noi) hanno la possibilità, con tutti i limiti del caso, di pianificare una strategia di contrasto. Laddove è solo il mercato a dominare, se sei ricco va bene, altrimenti non ti resta che lo stato di natura. E buona fortuna.

Ti giro l'obiezione che ti farebbe Zingaretti : parli facile tu, prima c'era un Governo che era una catastrofe, nelle condizioni date abbiamo fatto un Governo che tiene l'Italia in Europa, se ci fosse stato Salvini saremmo tutti morti. E la fai facile tu, in questo casino senza precedenti in cui tutti, in tutto il mondo, vanno a tentativi.

Ovviamente non basta dire di essere in Europa. In Europa bisognerebbe esserci davvero, e se il metro per valutare questo Governo deve essere il Governo precedente, allora davvero **Zingaretti** e io abbiamo poco da dirci. E anche le condizioni date bisogna sempre capire chi le ha determinate. Qui abbiamo a che fare con persone che fanno politica da decenni, che hanno ricoperto e ricoprono posizioni strategiche, eppure sembra sempre che siano gli ultimi arrivati e che abbiano ereditato da una vecchia zia uno stabile fatiscente. Nessuno ha ereditato nulla perché le elezioni non sono un terno al lotto e le condizioni date **Zingaretti** ha contribuito a determinarle.

Nicola Zingaretti (1965-), membre du PD, est président de la Région du Latium depuis 2013 et secrétaire politique du PD, dont il doit démissionner le 04 mars 2021

Beh insomma, ha preso il Pd dopo la peggiore sconfitta della sua storia. Mi sembra, il tuo un giudizio ingeneroso.

C'è una cosa che francamente mi ha colpito di **Zingaretti** e cioè il fatto che, nonostante la drammaticità senza precedenti della situazione, sia rimasto allo stesso tempo segretario politico del Pd e presidente della Regione Lazio, quindi a capo di un ente che gestisce uno dei sistemi sanitari più grandi del Paese.

A onor del vero i dati del Lazio, rispetto ad altre Regioni, dicono che la sanità e il sistema dei tracciamenti funziona. Che avrebbe dovuto fare ?

Mi aspettavo maggiore serietà e non, come al solito, l'idea di dover sempre e comunque restare aggrappati alla poltrona. Questa situazione peraltro è divenuta ancora più odiosa quando **Zingaretti** non ha esitato a difendere a spada tratta **De Luca**, anche quando quest'ultimo ridicolizzava e offendeva cittadini che stanno pagando una confusione tra i livelli istituzionali inaccettabile. Lo ha fatto perché il disprezzo dei cittadini è la linea politica del Pd o perché doveva difendere il collega governatore? Purtroppo, nonostante le parole di **Mattarella** in risposta a **Johnson**, sia **Zingaretti** che **Speranza** (con la vicenda allucinante del libro in uscita e poi no) sono la dimostrazione del fatto che la serietà è un valore per pochi.

Roberto Speranza (1979-), d'abord membre du PD, il l'abandonne suite à son désaccord avec Mateo Renzi, et fonde avec **Massimo D'Alema**, **Pier Luigi Bersani**, **Arturo Scotto**, **Guglielmo Epifani**, **Enrico Rossi** et **Vasco Errani** le parti intitulé *Articolo 1 – Movimento Democratico e progressista*, dont il devient secrétaire. Il est maintenant Ministre de la Santé du gouvernement **Draghi**.

A proposito di De Luca.

C'è un **De Luca 1**, lo sceriffo, decisionista, arrogante, alfiere delle chiusure. E un **De Luca 2** che non vuole più la zona rossa. In mezzo la manifestazione del 23 ottobre a Napoli, con infiltrazioni di camorra e cassonetti bruciati. Pensi che abbia pesato nel cambio di atteggiamento del governatore ? Insomma, senza tanti di parole. **De Luca** si è messo paura della camorra, ha temuto di sfidarla fino in fondo, sotto il profilo dell'ordine pubblico e dei suoi interessi?

Dopo le proteste a Napoli, De Luca ha smesso di invocare il lockdown (= l'isolement, le confinement – JG) e non perché in piazza ci fosse la camorra, ma perché in piazza ci stavano cittadini esasperati e allora ha pensato bene di lasciare in capo al governo l'onere della chiusura.

Del resto **De Luca** credo abbia più paura delle persone perbene e credo dovrebbe averne anche dei genitori esasperati con i quali sta facendo un giochetto vergognoso sulla scuola. In Campania ci sono differenze tra le diverse zone, non ovunque la situazione dei contagi è la medesima eppure sono i bambini, i più piccoli, a pagare indiscriminatamente per le inefficienze del sistema De Luca.

Già, il sistema De Luca. L'emergenza finora però lo ha rafforzato. Finora. È ancora così ?

Credo che **Vincenzo De Luca** sia arrivato in un attimo da essere all'apice della sua carriera ad essere alla fine della stessa. Con chiunque mi sia capitato di parlare negli ultimi tempi il peso del disprezzo paternalistico con il quale sono stati trattati i cittadini non verrà mai cancellato, poiché è avvenuto tutto quando la serietà e il rigore (fatto anche di silenzi e non di dirette sudamericane) dovevano prendere il posto delle buffonate. La fine di **De Luca** è patetica, come quella di tutti i decisionisti che aspettano che qualcuno decida al posto loro.

A questo punto meglio chiudere la Campania ? Anche visto l'esito delle ispezioni del ministero della Sanità negli ospedali di Napoli.

La risposta è complessa. Le decisioni che verranno prese dal Governo non so quanto verranno comprese dai cittadini. La Campania è una Regione vastissima con differenze profonde tra le varie aree. La situazione degli ospedali di Napoli non è paragonabile a quella degli ospedali nelle altre province. Così come non lo è la mappa dei contagi. E come sempre accade, non è possibile che vengano prese decisioni sull'onda emotiva generata dal video terrificante del signore morto nel bagno del Cardarelli. Gli ospedali a Napoli sono una bomba sanitaria da sempre. Anche in tempi lontani dalla pandemia. Chi ci lavora lo sa... chi vi è ricoverato lo sa. Lo sanno i vertici della sanità campana e lo sanno al ministero della Sanità.

Tu temi, insomma, che una chiusura non sia compresa dai cittadini e si rischi il bis del 23 ottobre.

La Campania ha un tessuto economico fatto di lavoro nero, di sommerso, ecco perché non può permettersi alcuna chiusura, perché chiudere significa togliere a una larga parte della popolazione la possibilità di poter lavorare, di poter guadagnare, di poter mangiare. Non temo più rivolte di piazza, temo disperazione, sconforto, fame e un futuro irrimediabilmente compromesso.

Domanda : ma la camorra vuole o no il lockdown ? Lo considera una opportunità perché mette in ginocchio il paese o ferma anche le sue imprese ?

Ovviamente anche imprese gestite dalle organizzazioni criminali sono penalizzate dal lockdown, ma le organizzazioni riconvertono più velocemente di altri soggetti le loro attività legali grazie ai capitali che arrivano da attività illegali. La disponibilità di denaro fa tutta la differenza.

De Luca, Emiliano. Due forme di populismo clientelare, presentate come argine alla destra. Li vedi alternativi alla destra o espressione di uno stesso potere, interessi, logiche che si nascondono anche sotto nobili bandiere ?

Le nobili bandiere stento a vederle. Sia **De Luca** che **Emiliano** sono espressione di un potere legato al territorio, un potere clientelare, la cui malta sono favori. I meme su **De Luca**, le sue battute colorite hanno fatto dimenticare quella meravigliosa metafora che descrisse qualche anno fa di cosa è fatto il suo consenso: frittura di pesce. **De Luca** è il più acerrimo nemico della Campania, il suo maggiore denigratore. Parla dei napoletani come di trogloditi che sarebbe meglio chiudere in una qualche riserva per impedir loro di fare danni. Si rivolge ai campani come se parlasse a una accolta di analfabeti capaci di recepire solo le più assurde minacce.

Michele Emiliano (1959-), d'abord magistrat, puis maire de Bari (Puglia), élu sur une liste de centre gauche, de 2004 à 2014, puis président de la Région des Pouilles à partir de 2015, et secrétaire régional du PD, qu'il doit abandonner étant magistrat ; il fonde alors le mouvement « *CON* » (= avec – JG).

Tu avevi previsto che dopo Napoli ci sarebbero stati altri episodi. E così è stato. Abbiamo parlato della camorra ma, come dici anche tu, c'è tanta brava gente che non ce la fa, piegata dalla crisi. Condividi il giudizio di Minniti, su cui io e te abbiamo opinioni diverse, e cioè che è scattato "l'allarme rosso" ?

Non condivido mai i giudizi di Minniti che arriva sempre, con una leggerezza che rasenta il cinismo, a mettere il carico da 100 su questioni che andrebbero affrontate in maniera completamente diversa.

Ma perché leggerezza ?! Mi sembra l'opposto. Al primo segnale ha letto la portata di un fenomeno che si è ripetuto poi in altre città. Magari al Governo ci fosse la stessa consapevolezza, scusa eh !

Io vorrei che i politici italiani capissero che la devono smettere di parlare di lanciafiamme, di allarme rosso, di coprifuoco, di guerra, perché queste immagini fanno stare male le persone senza peraltro descrivere nemmeno lontanamente ciò che davvero sta accadendo. Le persone hanno paura, sono male informate perché non ci sono informazioni certe, corrette, coerenti e perché la stampa non potendo dire "non sappiamo" riempie i vuoti facendo ulteriori danni.

Anche l'immigrazione, in tempo di Covid, è un terreno sensibile. Ieri nuovo naufragio, con la Open Arms che ha recuperato un centinaio di migranti in mare. "Ecco cosa succede quando vengono abbandonati in mare". Ti chiedo: cosa è cambiato dal Conte 1 al Conte 2 sulle politiche per l'immigrazione?

La pandemia, questo è cambiato. Per recuperare il lavoro di Mimmo Lucano, solo per citare un esempio di best practice nel settore dell'accoglienza e dell'integrazione, attenzionato prima da Minniti e poi smantellato da Salvini ci vorranno anni. Nel frattempo, come hai ricordato, nel Mediterraneo continuano i naufragi, si continua a morire e a essere seppelliti nella fossa comune più grande che io conosca. E nel frattempo si sequestrano le navi delle Ong con le motivazioni più assurde, ma si chiede alle Ong di prestare soccorso nelle aree più colpite dal Covid. Che abominio pensare e agire come se esistessero vite di serie A e vite di serie B.

Non voglio fare una discussione su Minniti e Salvini che, secondo me sono come il giorno e la notte. Imparagonabili. Voglio capire cosa è cambiato secondo te tra Conte 1 e Conte 2 proprio nel momento in cui la pandemia rende urgente la gestione dei migranti.

È cambiato poco. I migranti restano terreno di scontro su cui qualcuno fa propaganda e qualcun altro preferisce tacere. Il primo governo Conte è stato ostaggio di Salvini, mentre nel secondo governo Conte sembra che nessuno voglia mettere la faccia sull'accoglienza. Da parte della politica questo atteggiamento è vergognoso e colpevole.

Concludiamo con un invito a gridare. Cosa?

Dopo aver visto il video del naufragio diffuso da Open Arms, dopo aver visto una madre che ha perso il suo bimbo in mare, disperata; dopo aver visto un altro bambino vomitare tutta l'acqua salata che ha bevuto, il mio grido non può che essere questo: basta dare spazio ai politici infami che tutto questo lo hanno negato e manipolato.

Roberto Saviano

Jean Guichard, 3 décembre 2021